

La voix de l'Opposition de gauche

L'UE en crise à hue et à dia. Décryptage.

30.11.12

1- Le marché de la dette en Europe pousse un ouf de soulagement. - L'Expansion.com

Jeudi, le taux à 10 ans de l'Italie a atteint en séance 4,474% (contre 4,591% mercredi à la clôture), sous le seuil des 4,5% pour la première fois depuis décembre 2010.

Il faut rappeler que le taux de l'Espagne était encore à 7,5% et celui de l'Italie à 6,5% en juillet. Par ailleurs, les investisseurs hésitent moins à acheter de la dette de pays fragiles, puisqu'ils savent qu'en cas de difficultés, un pays pourra faire appel à l'aide de la Banque centrale européenne (BCE), comme il en est question pour l'Espagne.

Les analystes sont toutefois d'accord pour dire que la zone euro n'est pas encore sortie d'affaire.

Les pays les plus fragiles vont en outre être confrontés à un lourd programme d'emprunts à partir du début d'année prochaine, tandis que la conjoncture économique reste toujours déprimée. L'Expansion.com avec AFP 29.11

Un répit provisoire quoi puisque la dette des Etats continuent d'augmenter... Et encore, la France et l'Allemagne bénéficient de taux inférieurs de moitié ou des trois quarts. Qui se goinfrent sur le dos de qui ? On a la réponse ici.

2- Crise de l'euro: une solution est "vitale" pour l'économie mondiale, selon Clinton - AFP

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a appelé jeudi les dirigeants européens à s'entendre pour régler la crise de l'euro et chercher des moyens pour stimuler la croissance et l'emploi, soulignant que la bonne santé de l'économie mondiale dépendait d'eux. (Mais pas des Etats-Unis. - Ndlr)

"La zone euro glisse de nouveau dans la récession alors que des politiques d'austérité se mettent en place. Donc il est vital pour l'économie mondiale dans son ensemble que les dirigeants européens adoptent des politiques qui mettent en avant une croissance suffisante et créent des emplois", a dit Mme Clinton. (Hollande, Rajoy et Monti s'y activent avec les dirigeants des syndicats... Croissance qui servira à alimenter la sphère financière et spéculative... - Ndlr)

"C'est fondamentalement un problème européen qui requiert des solutions européennes", a-t-elle ajouté. "Les Etats-Unis ne peuvent et ne doivent pas essayer de proposer une réponse ou une approche". (Les Européens proposent et les Etats-Unis disposent, merci on avait compris. - Ndlr)

Hillary Clinton, qui se rendra la semaine prochaine à Prague, Bruxelles et Dublin, a aussi souligné l'importance d'avoir une économie américaine en bonne santé. (Au détriment de celle du reste du monde, elle le développe elle-même dans le paragraphe suivant. - Ndlr)

"On fait tellement de choses à travers le monde qui dépendent de la force de notre économie: fournir des moyens de défense, investir sur des marchés émergents ou offrir des aides au

développement", a-t-elle dit. (Un programme à la fois guerrier, de soumission et de pillage (inflation + intérêts de la dette) des populations des pays concernés. - Ndlr)

"Et il ne peut y avoir de plus grande menace pour notre sécurité et notre partenariat transatlantique qu'une économie faible sur un ou des deux côtés de l'Atlantique", a-t-elle encore affirmé. (Entendez par là qu'il faut renforcer les institutions oeuvrant à la réalisation d'un grand marché transatlantique à terme. - Ndlr)

"Si nous voulons renforcer nos liens économiques, nous devons chacun construire des fondations solides chez nous. Pour les Etats-Unis cela implique de faire des choix politiques difficiles: il faut investir pour notre compétitivité et il faut régler nos problèmes fiscaux", a-t-elle conclu. (Donc maintenir un coût du travail le plus bas possible et rendre les masses dépendantes du marché pour satisfaire leurs besoins en terme de service (santé, école, etc.), privatiser les organismes sociaux et baisser les impôts des plus riches, ainsi que ceux sur les bénéficiaires des entreprises. - Ndlr) AFP 29.11

3- Zone euro: des économistes appellent à freiner les restrictions budgétaires - AFP 29.11

Un titre prometteur, ronflant, en fait trompeur. L'enfer est souvent ou toujours pavé de bonnes intentions, on va le vérifier une nouvelle fois. Décryptage.

Trois instituts économiques européens ont appelé jeudi à retarder ou étaler les mesures de restrictions budgétaires adoptées dans la zone euro afin de stimuler la croissance, dans le respect des traités européens. (S'attaquer frontalement à la classe ouvrière présente un sérieux risque de déstabilisation politique, aussi vaut mieux y mettre les formes, procéder par étapes, sans rien lâcher évidemment *"dans le respect des traités européens"*. - Ndlr)

L'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'allemand IMK et le danois ECLM ont remis mercredi à la Commission européenne et présenté jeudi à la presse un rapport faisant un diagnostic de la situation dans la zone euro et présentant différents scénarios d'assainissement budgétaire. (Une formule sibylline qui sert à couvrir de nouvelles attaques contre les budgets sociaux des Etats. - Ndlr)

"Les économies européennes décident de mener des politiques de contraction budgétaire alors qu'elles sont déjà dans une situation conjoncturelle dégradée et ces politiques ne font que renforcer la dégradation de leur activité", a déclaré pour sa part l'un des coauteurs du rapport Jérôme Creel. (Après les avoir réclamées, soutenues, voilà qu'ils découvrent que ces politiques d'austérité ne font qu'enfoncer les pays de l'UE dans une crise inextricable. - Ndlr)

"L'austérité produit une croissance encore plus faible et elle va même ralentir la capacité des Européens à réduire leurs déficits et leur dette publique: c'est une politique qui est complètement contreproductive", a-t-il affirmé, expliquant que le ralentissement de la croissance induit est plus marqué encore en période de récession. (Mais il n'en existe pas d'autres, sauf à augmenter le fardeau de la dette sous laquelle croule les Etats, etc. c'est une spirale sans fin, disons tant que les peuples les supporteront ou ne trouveront pas la voie pour s'attaquer aux institutions, à l'Etat complice de l'oligarchie financière. - Ndlr)

Le fait que ces politiques restrictives soient synchronisées restreint le commerce entre les pays de la zone euro et *"chacun produit un peu plus de récession chez son voisin"*, a-t-il ajouté. (Ils découvrent que les politiques d'austérité adoptées dans chaque pays se répercutent sur tous les pays de l'UE ou de la zone euro, ils sont très forts ces économistes ! - Ndlr)

"*Nous sommes dans une situation d'urgence*" et il n'est pas question donc de changer les traités européens, a souligné l'économiste. (Y aurait-il "*urgence*" face au prolétariat qui se lève dans chaque pays pour refuser de nouveaux sacrifices ? - Ndlr)

Les alternatives proposées par les trois instituts entrent donc dans le cadre des principales exigences européennes: objectif de déficit budgétaire de 3% du produit intérieur brut (PIB) avec un ajustement minimum de 0,5 point de PIB par an du déficit structurel, c'est-à-dire corrigé des effets conjoncturels, et dette de 60% d'ici 2032. "*L'horizon temporel c'est 20 années*", a-t-il insisté. (Au moins vous êtes prévenus, "*L'horizon temporel*" de la fin de la crise ce sera au mieux dans 20 ans, pendant ce temps-là des pans entiers de la population et particulièrement de la classe moyenne continueront de s'appauvrir... - Ndlr) AFP 29.11

4- Barroso présente son projet de réforme de l'Eurogroupe - Reuters

Le projet totalitaire de priver les peuples de l'UE de tout droit politique, de pouvoir contester les politiques mises en oeuvre par l'UE, se précise, conformément à la perspective de l'instauration d'un gouvernement mondial dirigé par un cartel de banquiers internationaux.

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a présenté mercredi un projet de réforme structurel de la zone euro dans lequel il évoque la création à terme d'un budget commun et une mutualisation des dettes.

Dans ce "*blueprint*", ou document de réflexion de cinq pages qui prône la création d'une union économique et monétaire "*profonde et véritable*", le chef de l'exécutif communautaire plaide pour l'intégration accélérée des 17 Etats membres de la zone euro, malgré le tabou de l'"*Europe à deux vitesses*".

"*Dans une union économique et monétaire profonde et véritable, toutes les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats membres devraient faire l'objet d'une coordination, d'une approbation et d'une surveillance plus étroites au niveau européen*", a déclaré José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse. (Ainsi "*les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats* dépendraient uniquement de l'UE. - Ndlr)

"*La zone euro doit pouvoir poursuivre son intégration plus rapidement et plus profondément que l'UE dans son ensemble*", a-t-il souligné.

Intitulé "*Vers une véritable union économique et monétaire*", le rapport d'Herman Van Rompuy a été rédigé en collaboration avec José Manuel Barroso, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Ses auteurs y recommandent également la création d'une union bancaire et budgétaire. (Qui dicterait la politique "*économique et monétaire*" de tous les pays de l'UE à leurs seuls profits, ainsi la dictature de l'oligarchie financière serait officiellement instaurée et supplanterait toutes autres formes d'expression politique, le peuple en étant dépourvu ou dépouillé. - Ndlr)

Ils jugent en outre nécessaire de renforcer en parallèle l'"*union politique*" et de faire en sorte que les institutions européennes aient davantage de comptes à rendre. (De la même manière qu'en économie, ce n'est pas celui qui contrôle la monnaie qui détient le pouvoir, mais celui qui possède le monopole de la création monétaire, en politique, celui qui détient le pouvoir n'est pas celui qui possède le droit d'exiger des comptes des représentants de l'Etat ou de l'UE, mais celui qui possède le monopole (droit juridique) de définir les lois qui seront adoptées ou les traités qui seront ratifiés. - Ndlr)

S'il s'en écarte peu, le projet présenté mercredi par le président de la Commission se distingue toutefois par quelques ajouts, tel que l'idée d'un "*instrument de convergence et de compétitivité*", qui permettrait d'aider les Etats-membres à mettre en oeuvre leurs réformes structurelles.

Mais c'est à long terme que les recommandations de José Manuel Barroso sont les plus hardies. Il relance notamment l'idée d'euro-obligations, lancée au plus fort de la crise de la dette et balayée par l'Allemagne.

"Dans le cadre d'une gouvernance économique et budgétaire profondément intégrée, il devrait être possible d'émettre de la dette publique commune, ce qui améliorerait le fonctionnement des marchés et la conduite de la politique monétaire. Il s'agirait du stade ultime de l'UEM (Union économique et monétaire)", dit-il. (L'Allemagne y viendra quand dans chaque pays les contre-réformes sur la Sécu, les retraites, l'école, la santé, etc. auront été menées à leur terme, le plus loin possible. Ainsi, il sera possible de mutualiser les profits sur les services, et la quote-part qui reviendra à chaque Etat sera fonction de son poids économique sur le marché mondial, ce qui favorisera l'Allemagne. - Ndlr)

José Manuel Barroso, qui a donc contribué aux travaux pratiquement identiques d'Herman Van Rompuy, s'est défendu d'avoir produit un document redondant ou concurrent. En vertu des traités européens, c'est à la Commission qu'il revient de prendre l'initiative dans le domaine législatif, a-t-il rappelé. (Autrement dit, c'est à une institution non élue que revient le privilège insupportable de dicter la politique économique et sociale à tous les Etats et peuples de l'UE. D'où la nécessité impérieuse de rompre avec l'UE. - Ndlr) Reuters 29.11